

VIVIERS-LÈS-MONTAGNES
Arrêté du 14 Mars 2024
Arrêté municipal portant, à titre temporaire,
déviations de la circulation
Chemin d'En Salvage

2024 / page 23

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I - 8^{ème} partie - signalisation temporaire ;

Vu la demande formulée par écrit le 14 Mars 2024 par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES ;

Considérant qu'en raison du déroulement de travaux pour un raccordement électrique pour des travaux photovoltaïques à la CUMA de Viviers-lès-Montagnes, effectués par l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES, il y a lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie ;

Considérant que les véhicules à qui s'applique cette interdiction peuvent emprunter les itinéraires de déviation définis au présent arrêté ;

Le Maire de VIVIERS-LÈS-MONTAGNES (Tarn),

ARRETE

Article 1^{er} : Du 21 Mars au 19 Mai 2024 de 7H à 18H, date prévisionnelle des travaux de raccordement électrique pour des travaux photovoltaïques à la CUMA, sur le territoire de la commune de Viviers-lès-Montagnes, la circulation sera interdite dans les deux sens sur cette voie.

Article 2 : En raison des restrictions qui précèdent, le stationnement sera interdit et la circulation sera déviée localement, dans les deux sens, comme suit :

- dans le sens Route de Labruguière vers Chemin d'En Salvage : Rue de l'Enclos, Rue de la Maréchale, Place de la Mairie, chemin du Cruzel - et dans le sens Chemin d'En Salvage vers la Route de Labruguière : Chemin du Cruzel, Place de la Mairie, Rue du Presbytère, Route de Saïx et Route de Toulouse.

L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée du chantier.

Article 3 : La signalisation de restriction et de déviation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire. La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES. La signalisation de déviation est à la charge du maître d'ouvrage et sous la responsabilité de l'entreprise BOUYGUES ENERGIES SERVICES.

Article 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 - Monsieur le Commandant de gendarmerie de Labruguière et le policier intercommunal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire
Alain VEUILLET

